

# Arsea : 70 ans d'actions pour l'inclusion des exclus



Le 25/06/2016 05:00 par H. de C.

René Bandol, directeur général de l'Arsea, hier à Sélestat.

Photo L'Alsace/

Alsace

« Comment trouver une place pour chacun dans un monde où l'altérité est mise en danger chaque jour ? » Cette vaste et belle question a été posée par René Bandol, hier, à Sélestat, en introduction de la table ronde organisée pour les 70 ans de l'association dont il est le directeur général : l'Arsea.

À sa création, en 1946, ce sigle signifiait Association régionale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence. Depuis 1985, il signifie Association régionale spécialisée d'action sociale, d'éducation et d'animation. C'est certes un peu alambiqué, mais ça indique d'abord que la structure s'est ouverte à tous les types d'exclusion... en s'efforçant toujours de favoriser la plus grande inclusion possible.

## 1200 salariés pour 12 000 bénéficiaires

Ces associations de « sauvegarde » ont été créées dans l'immédiat après-guerre pour répondre à l'afflux d'orphelins qu'avait généré le conflit. Au fil des années, l'association alsacienne s'est aussi intéressée aux adultes en difficulté et aux personnes handicapées, en se revendiquant toujours de l'humanisme rhénan. Aujourd'hui, elle gère une cinquantaine d'établissements du nord au sud de l'Alsace. Ils accompagnent chaque année plus de 12 000 personnes, grâce à 1 200 salariés, dont environ la moitié était hier à Sélestat.

Au-delà de l'assemblée générale et du débat, auquel a notamment participé le président du Bas-Rhin, Frédéric Bierry, la journée de ce vendredi était d'abord, insiste le directeur général, « une façon de mettre à l'honneur ces salariés, pour qui ce n'est pas toujours facile... » Et sans être devin, l'on voit bien que les perspectives n'ont rien d'enthousiasmant : la demande sociale est de plus en plus grande et les moyens sont de plus en plus contraints.

L'Arsea est une structure de droit privé qui assure une mission de service public. Son budget 2015 était de l'ordre de 60 millions d'euros. Celui-ci se compose de subventions émanant des Départements, du Fonds social européen, de l'Agence régionale de santé, de la Sécurité sociale, des communautés de communes, etc. En ouvrant la table ronde, René Bandol a été très clair : « Notre but n'est pas aujourd'hui de réclamer plus de moyens. On sait bien qu'il faudra faire tout aussi bien avec des moyens que l'on espère constants ! Mais la valeur d'un homme, ce n'est pas une question d'argent... »

Après son intervention, il nous a précisé ainsi son propos : « L'État est en crise, demain sera plus dur, alors on se le dit : il y a des efforts à faire et on va les faire ! Le changement n'est jamais simple, mais on préfère le prendre en main plutôt qu'il ne nous prenne à la gorge... »